L'ABEILLE.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT
IMPRIMÉE PAR JEROME BAYON.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

LUNDI MATIN, 12 OCTOBRE 1835.

NOUVELLES IMPORTANTES DU MEXIQUE—GUERRE!

Les retards que nous avons éprouvé dans nos correspondances de cette république nous laissent dans la plus profonde ignorance de ce qui se passe relativement au dénouement de ce grand drame politique qui depuis un an occupe les citoyens de ce pays. Les dernières nouvelles positives que nous ayions reçues étaient de Matamoras des 15, 16 et 17 du mois passé. La seule chose importante que nous avons appris c'est le mouvement du général Cos, qui le 16 septembre partit de Matamoras à la tête de 300 hommes seulement, quoiqu'il ait fait courir le bruit que ses forces se montaient à 2,000 hommes. Il se porte sur San Antonio, où, d'après les ordres du gouvernement de Mexico, il doit établir son quartier général et rallier des troupes pour envahir le Texas. Les Texiens de leur côté ne sont pas restés inactifs. Le 23 du mois dernier ils ont quitté Brazoria au nombre de plus de 700, et se sont dirigés vers San Antonio dans le but de s'emparer de cette capitale de la Province, et de mettre à la tête du gouvernement Don Ramon Muzquiz, vice gouverneur de l'Etat.

Dans cet état de choses, nous ne pourrons tarder à apprendre que les deux partis en sont venus aux mains, et nous espérons que les satellites de la sainte inquisition auront été dispersés par les hommes libres de l'autre bord de la Sabine.

Un de nos correspondants, homme généralement bien informé, nous assure que le fameux Santa Anna a écrit à Matamoras que d'ici à deux mois il aurait envahi le Texas. Quoiqu'une pareille menace ne nous paraisse qu'une fanfaronade, (dit notre correspondant) nous souhaiterions bien cependant que parmi les mille et une sottises qu'a commises le conquérant, qui pousse l'impudeur jusqu'à se faire appeler le Napoléon Mexicain, il lui prit une fantaisie de renirfaire une visite aux colons de ce fertile territoire; car alors nous aurions bientôt délivré le Mexique de l'influence pernicieuse d'un tyran. Toutefois nous le prévenons qu'au Texas il ne trouvera pas comme à Zacétecas des traîtres, qui pour des places et de l'or, vendent leur patrie."

Nous donnons à nos lecteurs communication de documens suivans qui nous ont été transmis par un de nos correspondans, toujours bien au courant de ce qui se passe au Texas. La position politique de cette province devient de jour en jour plus intéressante pour ceux de nos concitoyens qui peuvent y avoir des intérêts commerciaux, et pour la masse des Américains dont les généreuses sympathies sont réveillées à la vue d'un peuple combattant pour sa liberté.

Nous avons déjà annoncé que la plupart des départemens, ou juridictions du Texas, avaient envoyé des députés à une convention générale qui devait s'assembler à Washington. Le nom de cette ville est d'un bon augure, et doit rappeler aux députés que dans la cause de la liberté ils doivent embarquer tout ce que l'homme a de plus précieux, l'honneur, la vie et la fortune. Nous avions bien prévus que cette convention adopterait des mesures plus prononcées et plus décisives qu'on ne le pensait généralement: nous ne nous sommes pas trompés. Mais avec Zavala et Austin à leur tête, les Mexicains et les Américains naturalisés au Texas triompheront dans la lutte qu'ils vont soutenir pour leur liberté et leur indépendance.

Citoyens des Etats Unis, resterons nous spectateurs des combats qui vont se livrer sur nos frontières?

Circulaire du comité de salut public de la juridiction d'Austin.

On a reçu de Bexar, une nouvelle du caractère le plus important et le plus décisif, d'une autorité incontestable, et qui dans l'opinion de ce comité, appelle la prompte attention du peuple. La substance de cette nouvelle est que le général Cos était attendu au Bexar, le 16 de ce mois, avec plus de troupes, et qu'il se préparait à faire une attaque immédiate sur les colonies; que son plan est de fomenter la discorde et la division parmi le peuple, afin que chaque part combatte l'autre et que l'objet réel est de détruire et renverser les colonisations d'étrangers au Texas. Le soussigné comité n'a aucun doute sur la véracité de cette nouvelle, il recommande en conséquence:

"Que le peuple garde la position qu'il a prise aux assemblées précédentes, d'insister pour leurs droits garantis par la loi du 7 de mai de cette année et pour l'union avec la confédérat on mexicaine.

Que chaque district enverra des membres à la convention générale, avec pleins pouvoirs de faire ce qui sera nécessaire au bonheur du pays.

Que chaque district organisera ses milices, si elles ne sont point prêtes et les armera; et que les capitaines de compagnies enverront sans délai au chef de ce département, le tableau de la force de leurs armement et munitions, afin de les soumettre à la convention générale du Texas. On recommande aussi les enrôlemens volontaires.

Le susdit comité croit de son devoir de dire que dans son opinion, toute mesure conciliatrice avec le général Cos et l'autorité militaire au Bexar, est hors d'espoir, et que de tout autre mesure on ne doit attendre que la ruine du Texas. Il se sont prêts et tout ce quoi on aurait recours serait sans effet.

La guerre est notre seule ressource. Le seul remède pour défendre nos droits, nos vies, notre pays, c'est la voie des armes.

Pour cela, soyons unis; envoyons les délégués du peuple à la convention générale, pour y organiser un système de défense; et pour donner une organisation au pays, l'union est nécessaire. Jusqu'à ce qu'une autorité constituée soit établie pour diriger tout ce qui peut recommander ce sujet au peuple; avertissons chaque citoyen du Texas de se préparer à la guerre, et de renoncer à tout espoir de conciliation.

S. F. AUSTIN.

SAN FELIPE, 18 sept. 1835.

SAN FELIPE, 18 septembre 1835.

Mon cher Monsieur,

La guerre est à nos portes. Maintenant, il n'y a plus de remède, la réponse de Cos est positive que les individus réclamés doivent être délivrés, et que le peuple sans aucune condition doit se soumettre à tout ce qu'il plaira au gouvernement général, à qui le droit de nous forcer à nous soumettre à toute réforme, ou changement que le Congrès fera dans la Constitution, etc. C'est impossible, mieux vaut quitter le pays une fois, plutôt que de vivre, d'après le principe de Cos, sans aucuns droits, sans aucunes garanties. Je crois que la guerre est inévitable; il faut nous y préparer. Pensez-vous qu'on doive lever un corps de volontaires pour protéger la convention; et si on peut l'effectuer sans délai? Je suis persuadé que sous peu Cos attaquera le peuple sur la Guadaloupe; il attend du secours, il doit l'avoir.

J'enverrai sur le champ aux Nacogdoches.

Votre etc.,

S. F. AUSTIN.

A W. D. C. HALL, Esq.

PEUPLE DE COLOMBIA.

"LA GUERRE, notre unique ressource, LA GUERRE est commencée", le comité d'Austin l'a déclaré, c'est un fait qui n'est plus douteux. Jusqu'à présent des diversités d'opinion ont malheureusement existé parmi nous, mais aujourd'hui que notre position est bien décidée, qu'il est clair comme le jour qu'on veut à nos libertés, il ne doit plus y avoir parmi nous qu'une seule opinion. Votre comité n'hésite donc pas à déclarer que quiconque oserait dire que la patrie n'est pas en danger, et qui conseillerait de temporiser, est un TRAITRE, et doit être puni comme tel. Concitoyens, que nos anciennes diversités d'opinions ne nous divisent plus! Nous sommes tous embarqués dans la même cause, nos intérêts sont les mêmes et notre ennemi est l'ennemi commun; soyons donc tous unis. Le général Cos vient de débarquer à Copeno avec 400 hommes et des munitions de guerre. Son but est d'opérer une jonction avec les troupes de San Antonio, et notre politique est de nous y opposer. Si nous y réussissons, nous combattrons les forces divisées de nos ennemis. Si nous triomphons de Cos, nous conquérerons ses armes et ses munitions, et la nouvelle de sa défaite fera tomber en notre pouvoir la place de San Antonio. La saine politique et l'intérêt de nos agriculteurs exigent en outre que nous portions la guerre sur le territoire ennemi. Bien plus, les militaires, ces instrumens du despotisme, ont récemment conclu un traité avec les Comanches et autres tribus indiennes, en vertu du quel ils doivent nous attaquer; mais si nous triomphons de Cos avant que ces barbares nous soient entrés en campagne, nul doute qu'ils abandonneraient alors le parti des vaincus. Toutes ces graves considérations nous font un devoir impérieux de nous précipiter au combat.

C'est au nom de la patrie, au nom de vos femmes et de vos enfans, au nom de tout ce qui vous est cher, enfin au nom de la liberté que nous vous appelons à vous lever en masse.

Pendant que Cos est encore occupé au débarquement des troupes et qu'il cherche à se procurer des moyens de transport pour ses munitions, nous avons le temps de prendre une bonne position sur la route, entre son armée et San Antonio, et alors la victoire est certaine. Tout le Texas est instruit du plan de campagne de l'ennemi; et grand nombre de citoyens sont déjà partis pour le rendez-vous général (Jas Kerr's, à La Vacca); un fort détachement a promis de partir de Brazoria le 29, et c'est alors que tous les patriotes doivent se joindre à eux, prêts au combat.

Concitoyens, la circonstance est favorable pour commencer la guerre par un triomphe glorieux dont les résultats seront le salut du Mexique.

En triomphant de Cos nous sommes maîtres de San Antonio—et alors dans un rayon de mille milles du Texas, le despote n'aura plus un seul fort détachement de troupes; bien des mois se passeront avant qu'il puisse en conduire d'autres contre nous, et alors armés, disciplinés et préparés à la guerre nous pourrons défier toutes les hordes du tyran.

Concitoyens, connaissez bien la *cause* que vous avez embrassée, et les *enemis* que vous allez combattre. Votre cause est juste, elle est sacrée; c'est le *principe Républicain* aux prises avec le *Despotisme*. Vous combattez pour vos femmes, vos enfans, vos propriétés, vos foyers, votre patrie et la liberté.

Rappelez-vous les fatigues, les privations sans nombre, les dangers que vous avez en à braver pour défricher et cultiver les déserts du Texas, et dites si vous pourriez consentir à renoncer encore à toutes les jouissances de la civilisation, pour aller vous aventurer dans de nouveaux déserts, et y braver de nouveaux dangers. Considérez votre position actuelle, contemplez le brillant avenir que vous avez devant vous, et dites si vous consentiriez à sacrifier tous ces avantages aux vils mercenaires du despote. Jetez les yeux sur vos femmes et vos enfans.... Consentiriez vous à les livrer aux impures et féroces carcasses d'une soldatesque effrénée? Mais non, levons nous en masse, et écrasons l'ennemi avant qu'il ait pu concentrer ses forces et s'établir sur nos frontières.

Vos ennemis (les ennemis de la liberté) se composent d'un mélange monstrueux de prêtres et de soldats. Leur chef est un militaire qui, dans une carrière longue et avantageuse ne s'est fait connaître que comme un ambitieux qui, pour s'élever au pouvoir, a détruit les libertés de sa patrie. Tels sont nos ennemis, tel est leur chef. Plus de la moitié du Mexique est en votre faveur, et des citoyens les plus distingués de la république a cherché un asile au Texas et a trouvé dans vos rangs; plusieurs, entre autre le vice. président, ont été arrêtés lorsqu'ils se rendaient au Texas. Le despote n'ose pas venir en personne, ni envoyer une nombreuse armée contre nous, il craint trop que les républicains de l'intérieur ne se soulèvent contre lui.... Ainsi vous le voyez, notre situation n'est pas aussi critique que pourrait le faire croire la disproportion de nos forces.

Concitoyens, encore une fois, *aux armes!* Entrons en campagne, battons Cos, prenons San Antonio, rejettons loin de nos frontières jusqu'au dernier des satellites du tyran, et alors le Texas pourra devenir ce qu'il doit être, avant peu, un pays agricole et commerçant, jouissant de la liberté, soumis aux lois, et nous lèguerons à nos descendants une patrie heureuse et prospère.

B. T. ARCHER, président.
W. T. AUSTIN, secrétaire.

Assemblée du comité de salut public du Texas, tenue à San Felipe, le 22 septembre 1835.

Parmi les résolutions adoptées à cette assemblée, nous remarquons les suivantes:

Résolu que nous augmentons le nombre des délégués qui doivent se réunir à Washington (Texas), le 15 octobre prochain, de sept membres, en conformité au plan recommandé par le département de Nacogdoches.

Résolu que nous recommandons la levée de quatre compagnies de volontaires dans cette juridiction, une à Columbia, une Velasco, une à Brazoria, et une à la partie Est des Brazos. Que ces compagnies soient organisées sous le plus bref délai, et qu'elles soient armées et équipées de manière à être prêtes à entrer en activité de service.

Résolu que le président nomme un comité de trois personnes pour rédiger une adresse aux citoyens de la NOUVELLE-ORLEANS, en conséquence MM. John A. Wharton, W. H. Jack et W. D. C. Hall ont été nommées du comité.

Les autres résolutions concernent les mesures de précautions à prendre pour maintenir la tranquillité intérieure.

GUERRE!!

SAN FELIPE, (*Texas*), 22 septembre.

On a reçu la nuit dernière, par un exprès, la nouvelle officielle que le général Cos vient de débarquer à Copeno avec 400 hommes, des armes et des munitions.

On lève dans le bas pays un expédition pour engager une fois le combat; le rendez vous est fixé à Leagues, vieille ville sur le Colorado, le 28 de ce mois.

Chaque citoyen du Texas est appelé à prendre les armes pour la défense de son pays et de ses droits. Ceux qui pourront joindre l'expédition devront s'y rendre le 28, ou se rendront à James Kerr, sur la Vaca, qui sera le principal lieu de rendez vous.

On formera un corps de réserve, pour marcher ou pour soutenir l'avant garde. Ceux qui ne pourront joindre l'avant garde sont requis de se porter à la réserve et de se rendre eux mêmes au comité de salut dans cette place.

On pense que chaque citoyen se pourvoira d'armes, de provisions, et de munitions pour marcher.

On prendra des arrangemens pour avoir aussitôt que possible des renforts permanens.

J. F. AUSTIN, président du comité.

San Felipe, 22 sept. 1835.

NOUVELLES PLUS RECENTES DE GALVESTON.

Nous avons appris par le capitaine de la *Manuela*, arrivée hier en 7 jours de Galveston, que les habitans couraient aux armes et s'enregimentaient pour aller à la rencontre du général Cos, qui, à la tête de 400 hommes, marche contre la population de Brazoria. Les esprits sont montés, on ne tardera pas à en venir aux mains.

Samedi dernier, dans le faubourg Lacourse, un jeune homme de couleur nommé Michel Arnous a été tué par un autre jeune homme de couleur nommé Joseph Tarlagan.—Un jury du coroner ayant été convoqué a donné un verdict de meurtre prémédité.

Deux incendies viennent d'éclater à Charleston; une, le 2 de ce mois, dans King street, entre Broad et Tradd; il a commencé dans une maison en briques, occupée par M. Fitzgibbon et Mme. Ve. Thompson. Deux maisons en bois adjoignant, ont été également consumées.

L'autre incendie a éclaté le lendemain, dans le *Carolina Hôtel*, Broad-street, maison à deux étages. Grace au zèle des pompiers, le feu ne s'est pas étendu au-delà des petits édifices environnant l'Hôtel. On pense que ces feux ont été mis avec intention.

Le Baltim. Post prétend être autorisé à annoncer que le gouvernement américain a donné des ordres pour expédier promptement un navire de guerre au Para pour la protection des propriétés américaines.

Paquebots à vapeur pour l'Europe.

Une nouvelle compagnie, formée à New-York, doit s'adresser à la prochaine Législature pour obtenir une charte d'incorporation sous le titre de "Compagnie des paquebots à vapeur de l'Atlantique." Ces paquebots doivent faire des voyages réguliers de New-York à Liverpool. Chacun d'eux doit être de 1,200 tonneaux et être munis de deux machines à vapeur. On calcule que la traversée pourra se faire en 12 jours et le retour en 14. Le capitaine Cobb, un des plus anciens capitaines de paquebots, est à la tête de cette entreprise.

Le navire *Jacob Perkins*, capitaine Skoof, venant de Cronstadt, rapporte que le 22 du mois dernier, le cap. Cod restant à PO. S.O. distance de 55 milles, il a rencontré un brick la quille en l'air, et qu'il en a sauvé un malheureux matelot, le seul qui ait survécu au naufrage.

On a su par cet homme que ce brick se nommait *Washington*, qu'il était neuf et à son premier voyage, qu'il était parti de Washington, Caroline du Nord, pour Cadiz, et que 12 heures après avoir mis en mer il avait chaviré la nuit dans un grain. Le capitaine et neuf matelots ont péri.

On n'a pas oublié qu'une partie des révoltés Miguélistes des îles du Cap Verd ont abordé dans un des ports de Maroc. On apprend que, pour éviter d'être livrés au gouvernement portugais, qui les réclamait, ils ont embrassé le Mahométisme. C'est une lin singulière pour des défenseurs du trône et de l'autel.

Il paraît que le roi des Français et ses ministres sont fort offensés du langage tenu par les journaux anglais depuis la présentation de la loi sur la presse. Ce qui les a surtout consternés, c'est un article du *Morning Chronicle*, qui a la pensée intime du gouvernement whig. Dans cet article, le *Morning Chronicle* attaque violemment et la nation française et la Chambre des Députés en particulier, pour la froideur avec laquelle elles ont écouté la lecture de *ses ignominieuses*.

A la séance de l'ouverture des Chambres, 3 août 1830 Louis-Philippe a prononcé un discours où l'on remarque les paroles suivantes:

"Tous les droits doivent être solidairement garantis, toutes les institutions nécessaires à leur *plein exercice* doivent recevoir les développemens dont elles ont besoin. Attaché de cœur et de conviction aux principes d'un gouvernement libre, j'en accepte d'avance *toutes les conséquences*. Je crois devoir appeler dès aujourd'hui votre attention sur l'organisation des gardes nationales, L'APPLICATION DU JURY AUX DELITS DE LA PRESSE &c."

Le petit coin légitimiste se disposait à faire une proposition expresse pour demander, comme conséquence de la loi, la réunion immédiate du procès des ministres de Charles X. Cette demarche jetterait le ministère dans la confusion. On ajoutait qu'un député aurait dit à M. Guizot: "Il n'y aurait qu'un homme qui serait conséquent en présentant un pareil projet de loi, ce serait le général Bugeaud, il faudrait pour cela le faire président du Conseil."

PARALLELE.

La postérité confondra, dans une même réprobation, l'attentat-Fieschi et l'attentat-Persil.

Ce sont deux crimes identiques et jumeaux, deux crimes sauvages, sans nom, que repoussent également le caractère français, l'esprit du siècle, et la civilisation.

Assassiner le corps ou assassiner l'intelligence, c'est toujours assassiner; mutiler un homme et mutiler la pensée, c'est faire deux cadavres.

Les 25 fusils de Fieschi menacaient la vie du roi; les 25 articles de la loi-Persil menacent la vie du peuple, la liberté. Un peuple qui n'est pas libre est un peuple mort.

Si l'attentat-Fieschi est un crime de lèse majesté, l'attentat Persil a indigné tous les cœurs honnêtes aussi; bien que l'attentat-Fieschi. Le deuil a été double comme le crime, on a eu deux malheurs à déplorer au lieu d'un.

L'attentat-Fieschi et l'attentat Persil sont le resultat de deux vengeances, l'une voulait frapper le roi, l'autre veut frapper la presse, qui, elle aussi, est une royauté.

Le roi est resté debout malgré une odieuse machination; la presse, malgré une machination non moins odieuse, fera comme le roi Son *Te Deum* ne lui manquera pas.

L'attentat-Persil, comme l'attentat Fieschi, frappera en aveugle, de tout côté, indistinctement. De part et d'autre, c'est toujours le *massacre des innocens*.

Il y a eu préméditation et guet-à-pens dans l'attentat Persil comme dans l'attentat Fieschi. Des deux côtés, il y a circonstances aggravantes; la plus forte peine est due à tous deux.

Des bruits sourds annonçaient l'attentat Fieschi; une sombre rumeur présageait l'attentat Persil. Les haines contre la presse étaient connues comme les haines contre le roi.

L'attentat Fieschi et l'attentat Persil n'attendaient qu'une chose: l'occasion!....

L'attentat Fieschi n'est pas le crime d'un seul; l'attentat Persil a aussi ses complices. Le nom des uns et des autres sera connu, il faut l'espérer.

Le jour de la justice arrivera pour l'attentat Fieschi, l'attentat Persil ne l'évitera pas.

En attendant, aux deux criminels la haine et le mépris des bons citoyens. [*Courrier des Etats Unis*]

—Des lettres de Cadix nous apprennent que les habitans de l'Andalousie n'ont aucune inquiétude sur le résultat de la guerre du nord. Ils ne croient pas que don Carlos puisse réunir les marchands de Cadix, s'occupant bien plus des nouvelles relations commerciales que promet de leur ouvrir la reconnaissance de l'indépendance des états de l'Amérique du Sud.

Nous donnons à nos lecteurs la traduction du premier article de la *Revue Britannique et Etrangère*. Cette nouvelle revue est publiée sous le patronage et la direction avouée de lord Brougham, lord Dudley-Steward MM. Cutlar-Fergusson, Beaumont, &c.

Le *Morning Chronicle* attribue cet article à lord Brougham. Les qualités de son style, la netteté de ses observations et la franchise de ses jugemens l'ont facilement fait reconnaître.

"L'état présent du gouvernement et des partis en France est un sujet qui mérite l'attention sérieuse des hommes d'état, soit qu'ils prennent que que intérêt à la cause des principes éclairés dans ce pays, soit qu'ils éprouvent de la sympathie pour les amis de la liberté au dehors. Entre la France et l'Angleterre, les rapports sont nécessairement intimes; et, surtout depuis qu'une politique libérale et des institutions libres sont devenues le but des deux pays, il est clair qu'aucun événement de quelque importance ne peut affecter la cause de la liberté dans l'un d'eux, sans exercer une influence sensible sur son progrès dans l'autre. En outre, l'influence de la politique française est prépondérante pour le continent. Par sa position centrale, ses vastes ressources, son énergie, son activité, l'intelligence de ses habitans, le renom de ses armes, le grand spectacle de sa propre émancipation qu'elle a deux fois montré en un siècle à l'admiration du monde, la France est la source de toute action politique et le point sur lequel est dirigée toute l'attention des états encore asservis de l'Europe. L'oppresseur la regarde avec alarme et jalousie, le peuple avec espoir et envie. Aujourd'hui que diverses combinaisons d'accidens et quelques graves erreurs semblent mettre en danger la stabilité de l'ordre de choses régénéré, l'état des affaires dans ce pays excite plus que jamais les craintes et les espérances, et nous entreprendrons un rapide examen de cette question pour en exposer à nos lecteurs les principaux détails.

"Pour nous débarrasser avant tout d'un sujet auquel quelques personnes abusées s'obstinent à prendre intérêt, nous parlerons d'abord du parti carliste ou légitimiste. Quelque respectables que soient certains individus de ce parti, autant par le rang qu'ils occupent dans le monde que par la constance de leur dévouement à la cause désespérée du despotisme, ils manquent comme corps de toute valeur intrinsèque et de tous les avantages accidentels qui constituent l'importance et l'influence dans le pays. Les vues de leurs chefs sont étroites et bigotes. Fanatiques en religion et en politique, ils croient à prime à l'efficacité des secondes causes: du moins ils ne règlent jamais leur conduite sur les circonstances actuelles; ils repoussent toute modification de leurs doctrines, soit dans l'Eglise, soit dans l'état, quoiqu'ils soient persuadés que cet entêtement perd leur cause.... Ils s'aveuglent sur l'état de choses au milieu duquel ils vivent, et commettent dans la mauvaise fortune de l'émigration, ils commettent chaque jour sur une imminente restauration, de même aujourd'hui, après ce changement merveilleux amené par l'ascendant et l'ambition de Napoléon, ils se livrent avec plus de confiance que jamais aux spéculations de l'avenir. Ils n'ont parmi eux aucun homme qui possède quelque talent pour les affaires. Ceux, qui avaient quelque expérience sont renfermés au chât-au de Ham, et encore est il probable que leur délivrance serait une nouvelle calamité pour la fortune en ruines de leur parti.

"Dans les provinces, en général, ce parti ne trouve d'appui que parmi les prêtres: et, depuis 89, une cause dépassée par cet ordre a toujours été en exécration. L'église française unit en elle tous les élémens de faiblesse. Elle est pauvre, et par conséquent privée de l'influence qui s'attache à la richesse. Mais, en même temps, avec sa pauvreté, elle n'obtient ni ce respect ni cette compassion qui quelquefois tiennent lieu de pouvoir. Ce clergé est actif, intrigant, prompt à rentrer dans ses possessions, inébranlable dans la prétention de ses droits prétendus. Aussi, un des plus grands sujets de crainte du pays a toujours été ce mouvement graduel des prêtres, soutenu par le gouvernement, vers l'influence dont jouissait autrefois l'église et qu'elle a perdue à jamais par l'abus qu'elle en a fait. Charles X, ses faibles, insolens et fanatiques ministres encourageaient ouvertement cette réaction, et rien n'a plus contribué à animer le pays du désir de les renverser rien n'a plus contribué à rendre odieuse la restauration de ce gouvernement. En dehors de l'église et du cercle étroit de la vieille aristocratie, il n'existe réellement pas de parti carliste, si ce n'est dans quelques villes du midi, où la population est très ignorante, et parmi quelques paysans et gentilshommes campagnards de la Bretagne.

"Aussi n'y a-t-il qu'une opinion sur l'état désespéré de la cause carliste. De quelque danger que soit menacé le gouvernement actuel, personne ne rêve une restauration. Beaucoup de gens sont alarmés de l'instabilité des affaires, mais tous les regards se détournent des vieux Bourbons en songeant à ce que peuvent amener de nouvelles convulsions. Une réforme plus ou moins complète, un état de désordre, une république pure, voilà les résultats probables des difficultés actuelles, mais personne n'imagine qu'une poignée de carlistes puisse remonter au pouvoir, rétablir les jésuites dans l'église et rendre le despotisme à la faiblesse, à l'ignorance, à l'incapacité et à la bigoterie. Il n'y a de choix à faire qu'entre le gouvernement qui existe et une république, et ceux qui conseillent la couronne où mènent les assemblées doivent se préserver de percer à laquelle ils s'abandonnent si facilement, que la crainte d'une république suffit pour tenir le peuple en repos.

"Ces observations, et la dernière surtout, nous amènent à examiner ce qui, est considéré, et en quelque manière avec raison, par tous les partis, en France, comme la garant e de l'ordre établi et la plus grande force du gouvernement: nous voulons dire cet effroi généralement répandu de nouvelles convulsions, cette appréhension d'une révolution qui produirait la anarchie, et la crainte d'un dénouement qui ramènerait ces scènes de jacobinisme dont on se souvient avec horreur, ou ce règne plus brillant, mais non moins destructif, d'un despote militaire satisfesant l'amour national de la gloire aux dépens des droits les plus précieux de l'humanité. Les souvenirs fâcheux ont certainement en eux mêmes une tendance naturelle à persuader qu'il vaut mieux supporter les maux du présent que de s'exposer à ceux de l'avenir, quand surtout le passé apprend à les connaître. C'a été, dans tous les temps et dans tous les pays, l'effet des grandes catastrophes publiques, qui, senties par le peuple tout entier, sont restées fixées dans ses souvenirs, et l'éloignent de tout changement qui pourrait produire le retour des mêmes souffrances. C'est ce qui a donné tant de pouvoir au gouvernement restaurés des Stuarts après 1660; c'est ce qui a permis à ces tyrans corrompus de régner sur un peuple qui avait conduit leur prédécesseur à l'échafaud, en punition de ses attentats contre la liberté; c'est ce qui rend si vraie cette doctrine de Fox, qu'une restauration est la pire des révolutions; car les princes restaurés comptent toujours trop sur la soumission du peuple et sur les craintes auxquelles nous avons fait allusion. Confiens dans cette cause de sécurité, ils font tout ce qu'ils peuvent pour rendre les maux de leur règne aussi grands que ceux de l'époque dont l'appréhension fait toute leur sûreté. Il est certain que, sans la crainte des excès fanatiques du puritanisme Charles II n'aurait jamais pu outrager, par sa conduite, la décence publique, insulter l'honneur national en se vendant à un tyran étranger, et dominer à tel point les principes religieux qui avaient motivé le bill de exclusion, que le prince exclu put deux ans après, remonter sur le trône aux applaudissements de la nation presque entière; mais aussi il n'y avait que l'excès de zèle religieux dans un autre sens, qui pût détacher de sa cause l'église établie et le pays en général, sur les sentimens duquel le souvenir de la république et du règne des saints conservait une si puissante influence.

"C'est ce que l'on a vu cent cinquante ans plus tard chez nos voisins. La crainte de la terreur et de l'empire les avait réconciliés avec la restauration d'une famille qui antérieurement à la haine que par le mépris; et a permis à cette famille de vivre ses sermens, et d'empiéter sur des droits que l'on croyait solidement fondés; tandis qu'on oubliait cette grande vérité, base de toutes les libertés, que le peuple n'est jamais en sûreté quand il cesse un moment de veiller au maintien de ses droits. Heureusement pour la France en 1830, comme pour l'Angleterre en 1688, le tyran était un bigot, et ses ministres des imbécilles; ils fatiguèrent la patience de la nation, et lui apprirent qu'il est un plus grand mal que l'anarchie, une domination plus insupportable que la tyrannie fougueuse de la populace. Ils avaient affaire à des Français, et s'il est un peuple aussi formidable au despotisme, qui ait montré autant de courage contre l'oppression, ce sont peut être les Ecossais et les Irlandais, mais non les Anglais. Et les occasions où cet soulevé la courageuse population de Paris pendant les trois mémorables journées, avaient été rendues contre nous, nous sommes loin de croire que le pays, à la longue, ne se fut pas révolté et n'eût pas renversé l'usurpateur; mais certainement les bords de la Tamise n'eus jamais été témoins des exploits de Paris. Il y aurait eu des assemblées, on aurait prononcé des discours, voté des résolutions, mais ce dévouement des boutiquiers et d'ouvriers, cet héroïsme qui soutenait le choc de la garde royale et des charges de cavalerie; qui tenait ferme devant la mitraille balayant les rues, ne se serait jamais déployé dans le *Strand* ou dans *Oxford street*.

"Cette glorieuse révolution a considérablement augmenté la sécurité que le gouvernement empruntait à la crainte de mouvemens tumultueux. Ce préjugé dominant, qu'aucun changement de système ne pouvait être introduit sans ramener la terreur, a été diminué par le fait: on a vu un mouvement populaire victorieux, une dynastie changée, sans autre inconvénient. Si les espérances des peuples sont trompées, si les libertés sont de nouveau attaquées, la répugnance à combattre l'oppression et à venger la foi violée sera bien moins vive que par le passé. Cependant, le désir de la paix, d'une administration stable et régulière l'emporte toujours, et il n'y a qu'un bien grand abus de la patience du peuple qui puisse le ramener dans la voie des actes révolutionnaires. Aussi croyons nous que le gouvernement actuel a quelque raison de compter sur ce motif de sécurité, et que le peuple français supportera plus d'une épreuve avant de courir la chance d'un changement violent.

Mais il s'agit de savoir si le gouvernement ne s'abandonne pas trop à cette confiance. La base est solide et large; cependant on peut la charger au-delà de ce qu'elle ne saurait porter, et jamais essai plus périlleux n'a été tenté que celui auquel se livrent aujourd'hui quelques petits hommes d'Etat de l'intimité de Le. Philippe, lesquels se font à la balance des partis, aux divisions qui existent parmi leurs adversaires, à l'absence d'union parmi les chefs de l'opposition, et à l'influence de leurs propres intrigues, voudraient se persuader à eux-mêmes, en le persuadant à leur habile maître, qu'ils peuvent entreprendre sans danger tout ce qui leur passe par la tête, et que, lorsqu'ils ont contenté, intimidé ou étourdi les chambres, par leurs discours, la victoire est gagnée et la journée est à eux. Pour bien comprendre toute la folie et tout le danger de cette politique, il faut connaître l'état exact de l'opinion publique en France, et voir comment la chambre des députés, le corps représentatif, peut réellement exprimer les sentimens du pays. Cela nous amène nécessairement à reconnaître le défaut capital de la constitution française et l'une des plus grandes erreurs qui aient été commises depuis l'heureuse révolution de 1830.

"La franchise électorale est évidemment beaucoup trop restreinte. Le cens est élevé de manière à exclure les classes les plus importantes du peuple, et à restreindre le droit de voter dans une étroite minorité. Avant le dernier changement, le cens était de trois cents francs; il est encore aujourd'hui de deux cents. Cette somme, environ huit livres sterling, est égale, tout considéré, à plus du double dans notre monnaie; mais, en outre, il faut tenir compte de la proportion des taxes dans les deux pays, pour bien savoir à quelle classe de personnes appartient ce Cens. Comme la population de la France est plus grande que la nôtre dans le rapport de quatre à trois, et que ses taxes sont moindres que les nôtres dans le rapport de 15 à 25, il nous faut doubler les seize livres pour atteindre à la proportion réelle, de manière à arriver à la classe des personnes qui chez nous paient 32 livres sterling par an. Il est clair qu'une personne qui paie 32 livres sterling de taxes à l'état doit être dans une situation très aisée. Aussi n'y a-t-il pas en France 200 mille électeurs, tandis qu'en Angleterre, avec un quart de population de moins, il y a quatre fois autant d'électeurs. Par conséquent, il faudrait qu'il y eut en France 1,000,000 électeurs pour mettre le corps électoral dans le même rapport avec la population qu'en Angleterre; et, de cette manière, la France a aujourd'hui à peine un sixième du nombre d'électeurs que nous a donné le bill de réforme. Elle n'en a même pas autant que nous en possédions sous l'ancien système des bourgs pourris abolis en 1832.

"Il en résulte que non seulement les derniers rangs du peuple, mais même les classes moyennes, et ce corps si important et si respectable composé d'ouvriers habiles et chefs d'atelier de toute espèce, ne sont pas représentés. En France, le cens dépendant entièrement d'une certaine somme de taxes directes, l'exclusion de ces classes est aussi universelle, et aucun de leurs membres ne jouit du privilège électoral.

"Outre les nombreux inconvéniens qui résultent de ce système, il agit d'une manière très fâcheuse sur la composition du corps représentatif, qui, en une manière, ne peut être considéré comme exprimant les sentiments de la grande masse du peuple. Il peut être indirectement affecté par l'opinion publique, comme l'était quelquefois notre parlement non réformé, quoique parmi nos représentans, il y en eût un assez grand nombre de choisis par la classe moyenne et même par la classe inférieure, tandis qu'en France aucun citoyen de cette dernière classe n'a le droit de voter.

"Il ne faut pas non plus oublier le grand nombre des électeurs français qui occupent des fonctions publiques. Il y en a au moins 40 mille sur le nombre total de 170 mille. En Angleterre, ce moyen d'influence du reste n'a existé à aucune époque. En outre, le nombre des représentans est bien différent dans les deux pays. En France, 30 millions sont représentés par 450 députés; en Angleterre, 24 millions ont 658 représentans. Dans la même proportion, la chambre des députés devrait se composer de 850 membres. Cette différence produit un double effet contre le peuple; car, non seulement il y a moins d'organes pour les sentimens populaires, mais une représentation est nécessairement d'une nature d'autant moins populaire qu'elle est moins nombreuse. La constitution électorale de la France est donc incomparablement moins populaire et moins libre que ne l'était la nôtre en 1830, lorsque le cri général du pays occasionna un changement complet dans un principe, et introduisit dans notre gouvernement un développement de l'esprit démocratique, qui précédemment n'aurait jamais pu être effectué sans une révolution.

"Mais si la chambre française ne représente pas le peuple en général, représente-t-elle au moins une classe qui ait quelque influence sur le peuple, que le peuple regarde avec affection, respect ou crainte? ou du moins trouve-t-elle dans les autres branches de la législature ce qui peut lui assurer un contrôle sur toutes les parties de la communauté? Il n'est personne tant soit peu informé des affaires de France qui puisse donner une réponse affirmative à ces deux questions.

"Quant à la chambre des pairs, il est difficile de concevoir une assemblée soumise à plus d'objections de toute nature. On éprouve vraiment quelque embarras à traiter une pareille assemblée avec une attention sérieuse et respectueuse. De la richesse, ils n'en ont pas; du sang, ils n'en ont que de nouveau; ils sont les créatures de la couronne, et ne transmettent pas à leurs descendans des sièges héréditaires ou pairies. Aussi la noblesse, quoique existant encore nominalement en France, est réellement éteinte. Chacun s'habille du titre qui lui convient, et la chambre haute, à défaut du respect qu'elle ne peut commander, a eu, depuis peu, recours à des mesures qui prétendent à affrayer, mais qui peuvent tout au plus provoquer le dégoût. Un journal, l'un des plus populaires du pays avait publié sur la chambre des pairs quelques remarques peu respectueuses, mais beaucoup plus polies que le public de Londres n'est dans l'habitude d'en lire tous les jours sur la chambre des lords. Le gérant fut cité à la barre: son habile et brave défenseur prononça pendant une heure un discours beaucoup plus offensant que l'article incriminé: il fit allusion au crime de la condamnation du maréchal Ney. Quelque désapprobation fut exprimée par la chambre, et le président rappela à l'ordre l'orateur ou plutôt le lecteur, car le discours était écrit, et par conséquent l'offense préméditée. Au même instant, un compagnon d'armes du prince de la Moskowa, un pair de France, se leva et accusa la chambre, dans les termes les plus clairs, de l'assassinat de son illustre camarade. Quand l'agitation produite par cet épisode fut apaisée, Le défenseur, continuant sa lecture fut de nouveau interrompu par le président au moment où il allait terminer. Il parla adroitement de cette bévue pour terminer sa défense; et, en se plaignant d'avoir été condamné sans être entendu il se rassit avec la satisfaction d'avoir épuisé devant la chambre toutes ses attaques, et de pouvoir encore lui imposer l'avantage de l'injustice qu'il subissait. Bref, toutes seigneuries, après avoir entendu tout ce qu'il pouvait leur dire, eurent encore l'air de le condamner sans l'avoir entendu. Quel fut le résultat? La colère que les pairs auraient dû tourner contre